

Approche climatique & focus sur le sud de l'Irak – Sarah Hassan

Contribution au projet Last water war, Ruins of a future (Livre-objet et exposition), 2016, Emeric Lhuisset

Au cours de la dernière décennie, l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes (sécheresse, inondations, tempêtes de sable) affecte l'historique croissant fertile et plus particulièrement l'Irak. Parmi les pays du Moyen-Orient, l'Irak est l'un des plus vulnérables ; ses ressources en eau dépendent quasi exclusivement du Tigre et de l'Euphrate, qui prennent leur source en Turquie et dont les bassins fluviaux traversent respectivement l'Iran et la Syrie. Au cours de la dernière décennie, les sécheresses d'intensité et de fréquence croissante montrent les conséquences des changements climatiques sur les ressources en eau dans une zone déjà instable et complexe géopolitiquement. Faute d'être équitablement partagée, cette ressource est susceptible d'exacerber les tensions voire de contribuer à de nouveaux conflits dans la région.

C'est pourtant ici, en « Mésopotamie » (littéralement « pays entre les fleuves »), que l'agriculture irriguée est née et avec elle les premières cités-Etats puis l'écriture. Dans cette région, grenier du monde antique, cette ressource vitale a été source de prospérité avant d'être synonyme de conflits.

Il y a encore 50 ans, l'eau était abondante en Irak ; les premiers barrages construits par l'état irakien permettent de réguler les crues, la disponibilité en eau par habitant place le pays parmi les privilégiés de la région. Mais depuis les années 70 la situation a bien changé. La multiplication des barrages en amont du bassin (Turquie et Syrie, Iran) pour le développement agricole et la production d'électricité a réduit le débit des fleuves alors que la population irakienne a triplé.

Sécheresse 2015 : les marais, indicateur des effets du climat

En septembre 2015, dans les marais du sud irakien, le niveau des eaux est au plus bas, les lacs et les roselières sont desséchés. Les eaux saumâtres et polluées provoquent maladies et perte de moyens de subsistance.

Situés dans la zone de confluence des fleuves Tigre et Euphrate, les marais « mésopotamiens » s'étendaient autrefois sur plus de 20.000 km², constituant la plus importante zone humide du Moyen-Orient. Récemment classés au Patrimoine de l'UNESCO, ils sont reconnus au niveau mondial comme étant l'une des plus vastes réserves d'eau douce dans un environnement désertique.

Leur restauration, partielle mais remarquable, figure parmi les succès nationaux après la chute de Saddam Hussein. Elle a permis la résurgence d'un milieu unique. Avec elle, de nombreux « arabes des marais » ont repris leurs activités agricoles, de pêche et artisanales. L'activité économique des localités et villes du sud de l'Irak connaissait déjà une embellie mais nous sommes encore loin des projets de tourisme auxquels aspirent les Sheikhs et les autorités locales.

Les marais sont aujourd'hui le témoin visible des conséquences de la raréfaction des ressources en eau et nécessitent davantage de mesures nationales et régionales pour éviter qu'ils ne disparaissent.

Véritables régulateurs du climat à l'échelle régionale, ils contribuent à prévenir les événements climatiques extrêmes. Ils sont le refuge d'une biodiversité unique, particulièrement d'oiseaux et de poissons et constituent une étape indispensable sur des voies migratoires avicoles d'importance mondiale. Ils abritent des espèces endémiques et/ou reconnues comme menacées. Ils permettent également de retenir et d'épurer naturellement les eaux des deux fleuves avant qu'elles ne se jettent dans le golfe arabo-

persique. Enfin, leurs bénéfices écologiques sous-tendent les activités des populations rurales qui y vivent. La sécheresse de 2015 est donc une nouvelle épreuve pour ces populations récemment réinstallées. Les éleveurs de buffles d'eau ont perdu plus de la moitié de leur cheptel ; les bêtes encore vivantes produisent très peu de lait et sont vendues à des prix dérisoires. En sillonnant les marais, les familles rencontrées témoignent d'une situation catastrophique et du spectre d'un nouvel exode. Les marais devraient permettre à leurs buffles de paître et de s'abreuver mais la faible quantité d'eau concentre la pollution des villes et des terres agricoles situées en amont de ce vaste bassin fluvial transfrontalier. La salinité de l'eau a triplé et les éleveurs doivent acheter et transporter de l'eau jusque dans les marais pour abreuver leurs troupeaux. Les pêcheurs ont vu leur revenu baisser considérablement : la quantité et le nombre d'espèces de poissons ont drastiquement diminué. Selon les Sheikhs tribaux, un tiers des familles qui vivent des activités des marais ont rejoint les villes pour y trouver d'autres sources de revenu.

Dégradation de l'environnement et déplacement des populations : des conséquences au-delà des frontières irakiennes

Les changements climatiques affectent les milieux naturels et en premier lieu les zones humides. Pourtant, la préservation de ces derniers fait souvent figure de grande oubliée. Dans les pays en développement ou en guerre, les priorités se situent sur les besoins vitaux des populations : fournir de l'eau potable et traiter les eaux usées. C'est mésestimer les bénéfices écologiques rendus par ces milieux. En Irak, leur conservation « pour les générations futures » figure pourtant dans la stratégie nationale. Alors que le droit international fait défaut pour contraindre un partage des eaux équitable, les effets des changements climatiques viennent exacerber les problèmes de partage et de gestion nationaux et transfrontaliers de l'eau. Les mesures d'adaptation sont balbutiantes. La solidarité amont-aval et la coopération seront nécessaires pour éviter la disparition de ces marais multimillénaires.

A l'instar de la Syrie, la désertification, le recul des surfaces arables et les événements climatiques extrêmes affectent directement les conditions de vie des populations rurales. Au-delà du désastre environnemental, ces déplacés sont contraints de migrer vers d'autres localités où les services publics et les infrastructures font déjà défaut. Les sécheresses sont donc un défi supplémentaire à considérer puisqu'elles modifient la répartition des populations et avec elle, les usages de l'eau à l'échelle des pays et du bassin. En Irak, la sécheresse de 2007-2009 avait, selon les estimations, conduit au déplacement de près de 25 000 personnes. En Syrie, l'absence de récolte entraînait un exode rural qui participa à la déstabilisation du pays.

Alors que le nord du bassin du Tigre et de l'Euphrate, noeud gordien des conflits qui touchent le Moyen-Orient, focalise l'attention, nous oublions que la stabilité du sud de l'Irak est indispensable à la prévention de nouveaux conflits. La sécheresse dans les marais et la pénurie d'eau en Irak, l'absence d'infrastructures adéquates pour fournir une eau propre à la consommation et aux usages domestiques, les besoins pour l'agriculture et la production d'énergie sont des défis majeurs que doit relever le pays, affaibli par des décennies de conflits, la guerre contre Daesh et la chute des revenus pétroliers.

L'exposition d'Emeric Lhuisset nous rappelle l'étroite relation entre eau et conflits. Les conflits d'usage viennent exacerber les tensions régionales. Exode climatique ; la question est planétaire et constitue un défi qu'il est urgent de prendre en compte. Après l'abondance de pétrole, c'est la pénurie de l'or bleu qui risque d'empêcher la stabilisation de la région et avec elle, celle du monde.